



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial n° 86 du 18 juin 2021

Direction des sécurités

Arrêté n°2021-01-599 portant interdiction du rassemblement prévu le dimanche 20 juin 2021, rond point de Madrid à Montpellier

Arrêté n°2021-01-602 réglementant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans certaines zones et communes du département de l'Hérault



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet,
Direction des Sécurités
Bureau de la planification et des opérations**

Montpellier, le 8 JUIN 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2021.01.599

**Portant interdiction du rassemblement prévu le dimanche 20 juin 2021,
rond point de Madrid à Montpellier**

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.211-1 à L.211-16, R.211-2 à R.211-9, et R.211-27 à R.211-30 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques Witkowski en qualité de préfet de l'Hérault (hors classe) ;

Vu l'urgence ;

Considérant qu'une manifestation « Protestation contre la journée coloniale (« Jérusalem capitale d'Israël ») est prévue le dimanche 20 juin 2021 de 15 heures 30 à 18 heures sur le rond-point de Madrid ; à Montpellier ; que cette manifestation fera suite à une première manifestation prévue le samedi 19 juin 2021, place de la Comédie à Montpellier ;

Considérant que l'objectif commun de ces deux manifestations est de dénoncer « l'apartheid israélien » et de mobiliser les associations qui soutiennent le peuple palestinien ;

Considérant que le rassemblement prévu le dimanche 20 juin a également comme objectif de protester contre la 44^{ème} édition de la Journée de Jérusalem prévue le même jour au Parc Grammont à Montpellier ; que le choix de l'emplacement au niveau du rond point de Madrid démontre la volonté des manifestants de perturber les festivités organisées par le Centre culturel Simone Veil ;

Considérant que l'occupation légale du rond-point de Madrid est soumise à une demande d'occupation du domaine public, démarche non effectuée par les organisateurs ;

Considérant que le collectif Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) dénonce avec des propos haineux la Journée de Jérusalem via les réseaux sociaux et appelle à manifester notamment le dimanche 20 juin 2021 ;

Considérant qu'en raison du contexte international et local, des affrontements pourraient avoir lieu et que la présence de drapeaux, de panneaux et de banderoles prévue par les organisateurs le dimanche 20 juin 2021 ne peut qu'aggraver la situation de tension qui perdure depuis plusieurs années à Montpellier ;

Considérant que le choix de l'emplacement du rond point est de nature à perturber gravement la circulation et peut potentiellement générer des réactions violentes et dangereuses d'automobilistes envers les manifestants eux-mêmes ;

Considérant que le rassemblement prévu pourrait provoquer des accidents ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police administrative de concilier l'exercice du droit de manifester avec les impératifs de l'ordre public ; que dans ce cadre, elle se doit de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées de nature à prévenir tant la commission d'infractions pénales que les troubles à l'ordre public ;

Considérant que les forces de l'ordre ne sauraient de surcroît durablement être distraites des autres missions qui leur incombent, notamment la prévention de la menace terroriste toujours très prégnante et le contrôle des mesures liées à la lutte contre la propagation du virus covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire actuel ;

Considérant qu'en application de l'article L.211-4 du code de la sécurité intérieure, si l'autorité investie des pouvoirs de police estime que la manifestation projetée est de nature à troubler l'ordre public, elle est habilitée à l'interdire ;

Considérant que dans ces circonstances, afin de prévenir les éventuels troubles à l'ordre public, l'interdiction de manifester le dimanche 20 juin 2021 rond point de Madrid à Montpellier est seule de nature à prévenir efficacement et de manière proportionnée les troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du préfet de l'Hérault ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le rassemblement « Protestation contre la journée coloniale, Jérusalem capitale d'Israël ! » prévu le dimanche 20 juin 2021 de 15 heures 30 à 18 heures, rond point de Madrid à Montpellier est interdit conformément à l'article L. 211-4 du code de la sécurité intérieure en raison des risques de trouble à l'ordre public.

Article 2 : Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par les dispositions pénales.

Article 3 : La directrice de cabinet du préfet, le secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Montpellier, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault, et le maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault et transmis au procureur de la République territorialement compétent.

Le préfet,



Jacques WITKOWSKI

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, soit :

- Un recours contentieux, par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier. Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : www.telerecours.fr
 - Ce recours juridictionnel, non-suspensif, doit être enregistré par le greffe du tribunal administratif au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de publication de la présente décision.
- Un recours en référé sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de la justice administrative.
- Un recours gracieux auprès de mes services, Préfecture de l'Hérault, Cabinet du préfet, Place des Martyrs de la Résistance, 34 062 Montpellier-Cedex 2, par écrit, contenant l'exposé de vos arguments ou faits nouveaux.
- Un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, Direction des Libertés publiques et des affaires juridiques, Place Beauvau, 75 800 Paris, par écrit, contenant l'exposé de vos arguments ou faits nouveaux.
 - Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. En l'absence de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet,
Direction des Sécurités
Bureau de la planification et des opérations**

Montpellier, le 18 juin 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2021.01.602

Réglementant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans certaines zones et communes du département de l'Hérault

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles L 3131-1, L 3131-13 et L 3136-1 ;
- VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2 et L 2215-1 ;
- VU le code pénal ;
- VU le code de la sécurité intérieure ;
- VU le code du sport ;
- VU la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du Président de la République en date du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques Witkowski en qualité de préfet de l'Hérault (hors classe) ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2021.01.595 du 17 juin 2021 imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans les communes du département de l'Hérault ;
- VU l'avis de l'Agence régionale de santé (ARS) Occitanie ;
- VU l'avis du Haut Conseil de la Santé Publique ;
- VU la consultation préalable des exécutifs locaux ainsi que des parlementaires concernés ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale en raison du caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 ;

Considérant que le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié, définit en annexe 1 les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, qui doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance ; que son article 1 prévoit que le préfet de département est habilité à rendre obligatoire le port du masque, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ; qu'en l'absence de port du masque, et sans préjudice des règles qui le rendent obligatoire, la distanciation est portée à deux mètres ;

Considérant que le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garantie en cas de rassemblement, regroupement, file d'attente, ou dans les lieux de forte circulation ;

Considérant que malgré une amélioration de la situation sanitaire, le virus SARS-CoV-2 circule toujours dans le département et le niveau d'hospitalisation et de réanimation malgré une baisse reste élevé ;

Préfecture de l'Hérault
Place des Martyrs de la Résistance
34062 MONTPELLIER Cedex 2

Modalités d'accueil du public : www.herault.gouv.fr/ @Prefet34

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ou de circulation du virus sur l'ensemble du département de l'Hérault, entraînant alors une hausse des contaminations, un afflux massif de patients de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que dans ces circonstances et compte tenu de la gravité de la situation, qui expose directement la vie humaine, il appartient au préfet de l'Hérault de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures nécessaires et proportionnées telles que définies dans les articles mentionnés ci-après ;

Vu l'urgence ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du préfet de l'Hérault ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : En complément des mesures prévues à l'article 1 du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié, il est mis fin pour toute personne de onze ans et plus à l'obligation du port du masque en extérieur sauf dans les situations à forte densité de personnes, lorsque la distance interindividuelle ne peut être respectée. Sont concernés :

- les marchés, brocantes, ventes au déballage... ;
- les rassemblements (dont manifestation déclarée, festival, spectacle de rue...) ;
- les files d'attente ;
- dans un rayon de 50 mètres, les abords des gares, des aéroports, des ports, des abris de bus et de tramway ;
- les abords des centres commerciaux, des écoles, des lieux de cultes ;
- les rues bondées et zones piétonnes très fréquentées définies comme suit pour les communes suivantes :
 - **Montpellier** : les vendredis et samedis de 14 heures à 19 heures dans l'Écusson, sur la place de la Comédie, aux abords du centre commercial du Polygone et dans le centre commercial d'Odysseum ;
 - **Béziers** : dans le centre commercial du Polygone de Béziers
 - **Saint Gullhem le Désert** : tous les jours de 14 heures à 19 heures ;
 - **Agde**, dans le secteur du **Cap d'Agde** comprenant la rue de la Hune, quai di Domenico, esplanade Racine, quai Jean Miquel, quai du Beaupré, place Agde Marine, quai de la Trinquette, place du Globe, de 18 heures à 23 heures.
 - **Palavas-les-Flots**, dans les quais Georges Clémenceau et Paul Cunq, dans la rue Saint Roch : tous les jours de 18 heures à 23 heures.
 - **la-Grande-Motte** dans le périmètre de l'Allée du Maréchal Juin : tous les jours de 14 heures à 23 heures.

Cette obligation est sans préjudice des règles spécifiques relatives au port du masque au sein des ERP qu'ils soient situés en espaces urbanisés des communes ou pas.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue à l'article 1^{er} ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus ;

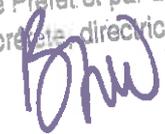
Article 3 : Les mesures édictées par le présent arrêté sont d'application immédiate.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté est passible de sanctions pénales conformément à l'article L 3136-1 du code de la santé publique.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 2021.01.595 du 17 juin 2021 est abrogé.

Article 6 : La directrice de cabinet du préfet, le secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Montpellier, les sous-préfets des arrondissements de Béziers et de Lodève, le général commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault et les maires des communes concernées du département de l'Hérault, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise aux procureurs de la République territorialement compétents et au directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie.

Pour le Préfet et par délégation
La sous-préfète, directrice de cabinet


Elisa BASSO

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

- Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, soit :
- Un recours contentieux, par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier. Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : www.telerecours.fr. Ce recours juridictionnel, non-suspensif, doit être enregistré par le greffe du tribunal administratif au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de publication de la présente décision.
 - Un recours en référé sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de la justice administrative.
 - Un recours gracieux auprès de mes services, Préfecture de l'Hérault, Cabinet du préfet, Place des Martyrs de la Résistance, 34 062 Montpellier Cedex 2, par écrit, contenant l'exposé de vos arguments ou faits nouveaux.
 - Un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Place Beauvau, 75 800 Paris, par écrit, contenant l'exposé de vos arguments ou faits nouveaux. Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. En l'absence de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Service émetteur : Direction Générale – Direction de Crise
Affaire suivie par : Nicolas SAUTHIER
Courriel : Nicolas.sauthier@ars.sante.fr
Téléphone : 05/34/30/25/22
Date : 17/06/2021

Monsieur le Préfet du département de l'Hérault

Objet : Situation épidémiologique Covid19 dans l'Hérault et allègement du port du masque

Monsieur le Préfet,

Sur la période du 7 au 13 juin 2021, Santé Publique France indique, pour le département de l'Hérault, les données suivantes :

- Taux de positivité : 1,2 %
- Taux d'incidence : 32.1/100 000 habitants

L'analyse de ces données révèle un ralentissement marqué de la circulation virale. Cette tendance est observée depuis plusieurs semaines dans le département. La baisse des hospitalisations et admissions en services de soins critiques en lien avec le covid-19 se poursuit également.

Dans ce contexte, l'allègement de l'obligation du port du masque en extérieur et dans les établissements recevant du public de plein air peut être envisagé, dès lors que la distanciation physique peut être respectée et en l'absence de risque de regroupement prévisible ou de promiscuité de personnes.

Ainsi, tout lieu ne permettant pas d'écartier le risque de regroupement ni d'observer une distanciation physique pourrait être exclu de cette mesure d'allègement : marchés, brocantes, manifestations, transports en commun et leurs abords, spectacles, rues et zones piétonnes particulièrement fréquentées, abords des centres commerciaux, abords des écoles, abords des lieux de cultes, files d'attente, etc. Des aménagements horaires ou selon les jours pourraient permettre de concilier impératif de distanciation sociale et allègement de l'obligation du port du masque.

L'examen régulier des indicateurs précités pourra conduire, en cas de hausse, à formuler de nouveaux avis en faveur d'aménagements locaux à cet allègement, au niveau départemental comme infradépartemental.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, ma haute considération.

Pour le Directeur Général,
Et par délégation
Le directeur de la délégation départementale
de l'Hérault

Pour le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
Le Directeur de la délégation départementale de l'Hérault

Agence Régionale de Santé Occitanie
Délégation Départementale de la HAUTE-GARONNE
10, chemin du Rajsin
31050 TOULOUSE CEDEX 9 – Tél : 05 34 30 24 00



Tous mobilisés pour la santé
de 6 millions de personnes en Occitanie
www.prs.occitanie-sante.fr

Alexandra PASCAL